

LES ESPACES PÉRIPHÉRIQUES À L'ÈRE DE LA GLOBALISATION

3 Les espaces périphériques à l'ère de la globalisation

3.1 Quels centres pour les périphéries du monde ?

Il a été question, dès l'introduction de cette thèse *d'espaces périphériques du monde*. Or la périphérie, hors de son sens commun géométrique, est un concept géographique et à ce titre se doit d'être explicité. En géographie, périphérie et centre forment un couple, uni par des relations dissymétriques de *domination* et de *dépendance*. Si ce *couple conceptuel* est si important pour la géographie, c'est parce qu'il s'intéresse avant tout à la différenciation spatiale et analyse volontiers les causes des inégalités territoriales. Le géographe, à l'aise avec les échelles, sait que le rapport centre-périphérie peut s'étudier à divers niveaux géographiques, depuis l'intra-urbain jusqu'au niveau du système-monde, en passant par des échelles mésos (système de villes, provinces d'un pays autour d'une capitale, etc.). Cette propriété géographique de l'espace favorise le développement du capitalisme et ce dernier produit volontiers ce couple centre-périphérie afin d'assurer sa reproduction élargie.

Mais le concept de centre-périphérie peut dépasser la dualité de son horizon relationnel. Le centre domine souvent plus d'une périphérie, c'est une situation banale. Cependant, une périphérie peut aussi être dépendante de plusieurs centres, du moins plusieurs centres peuvent se disputer sa domination. Dans ce cas, une approche systémique s'impose. La définition de centre-périphérie proposée par le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (Lévy, Lussault, 2003) prend des allures systémiques : « Le couple centre/périphérie est utilisé pour décrire un système spatial fondé sur la relation inégale entre deux types de lieux ». Centres et périphéries se conjuguent plutôt au pluriel et des auteurs en ont même fait des typologies. L'historien Fernand Braudel a plutôt évoqué ce couple centre-périphérie à partir des espaces de domination. Lorsqu'il fixe ses règles pour évoquer son concept d'économie-monde à partir de son ouvrage majeur *Civilisation matérielle et capitalisme* comme à travers l'étude de l'exemple italien (Braudel, 1979 et 1994), l'unique pôle dominant occupe la place centrale. Ce pôle s'appuie sur un réseau de pôles dominés dont le rôle est de constituer des relais pour administrer tous les espaces composant l'économie-monde. Comme il ne peut y avoir qu'un seul pôle dominant, l'auteur décrit une sorte de longue rotation des pôles au fur et

à mesure de l'expansion de l'économie-monde européen qui s'étend sur plusieurs siècles, du XIV^e au XIX^e siècles. Ainsi Venise, premier pôle dominant du capitalisme européen va céder sa primauté à Anvers qui perdra son hégémonie au profit de Gênes, puis d'Amsterdam, Londres et enfin New-York. Les auteurs de *Le Monde, Espace et Systèmes* (Durand, Lévy, Retaillé, 1993) proposent une typologie des espaces dominés : les *périphéries intégrées* sont de petits espaces qui profitent par proximité des bienfaits du centre où sont accumulées les richesses, le savoir, les capacités d'apprentissage, d'innovation, etc. ; les *périphéries annexées* reçoivent les activités dont les centres ne veulent plus ; la plupart des espaces font partie de l'immensité des *périphéries exploitées* au profit des centres. Les espaces périphériques du monde dont il est question dans cette thèse, et en particulier la Bolivie, font partie de ce groupe des *périphéries exploitées*. Enfin, le dernier groupe, composé essentiellement de pays africains, qui forment un type de *périphéries délaissées*, parce qu'ils n'ont pas grand-chose à offrir aux centres. Le monde que décrivent les auteurs n'est plus celui divisé en économies-mondes de Fernand Braudel. C'est un monde unifié multipolaire. Entretemps, le géographe Alain Reynaud s'est fait précurseur en géographie dans l'exploration du couple centre-périphérie (Reynaud, 1981). Sa typologie est bien plus détaillée (Hyper-centre, centre dominant, périphérie intégrée-exploitée, périphérie intégrée-annexée, associat, périphérie dominée, périphérie délaissée, périphérie qui compte sur ses propres forces, isolat). La préoccupation de l'auteur est la justice socio-spatiale s'appuyant sur la notion de classe socio-spatiale, puisque l'espace est économiquement et statutairement discriminant. Pour cela, il développera des exemples à partir d'ensembles nationaux (France, États-Unis, URSS).

Puisque, selon F. Braudel, le couple centre-périphérie est lié au développement du capitalisme, il est naturel que la théorie marxiste se soit emparée de ce concept dual pour mettre à jour les systèmes de domination et de dépendance pérennisés. Ce sont des économistes spécialistes du développement inégal (Raul Prebisch, Hans Wolfgang Singer, Samir Amin) qui vont s'appuyer sur le couple centre-périphérie pour développer leur thèse de la dépendance, de l'échange et du développement inégal du point de vue des espaces dominés. À contre-courant des thèses évolutionnistes en économie comme celle de Rostow, ces auteurs insistent sur la dimension structurelle du développement inégal, de l'impossibilité du rattrapage et prône de ce fait une rupture avec les espaces dominants.

Quels sont les centres des périphéries du monde évoquées dans l'introduction de cette thèse ? C'est d'abord l'Europe, celle de la conquête, l'espagnole et la portugaise, qui, par une économie de prédation, a durablement créé les conditions primitives de leur domination. Ce sont ensuite les centres de décision des firmes transnationales qui opèrent sur les territoires de ces périphéries. Plus généralement, dans un monde devenu multipolaire, les centres de ces périphéries se situent dans les pôles de décision capables de peser économiquement, par leurs firmes transnationales, mais aussi par les institutions financières internationales à leur service, d'influencer politiquement par les systèmes de coopération, les ONG, etc. Ces pôles se trouvent essentiellement dans le continent nord-américain et en Europe, mais dans une certaine mesure, aussi dans le Brésil voisin. En analysant le couple centre-périphérie depuis la périphérie, le centre est réduit à ses représentants sur place : administrateurs de sociétés, représentants de gouvernements du Nord impliqués dans les processus de coopération, classes sociales locales et partis politiques alliés, etc. On échappe à l'essentialisme qui consiste en une vision *spatialiste primaire* d'un espace réel (le Nord) qui en domine un autre (le Sud). Il s'agit bien d'entités précises (firmes, classes dominantes) localisées dans le Nord qui dominant, éventuellement avec des alliés locaux, les sociétés du Sud.

Le couple périphérie-centre dont il est question dans cette thèse se situe donc au niveau mondial, dans ce système-monde économique qui s'est déployé à partir de l'économie-monde de F. Braudel. C'est un contexte qui suscite débat, sur les hiérarchies spatiales établies à ce niveau et sur le réseau mondial sous toutes ses formes. Les géographes ont mis du temps à se situer à ce niveau mondial de l'étude de l'espace. Ils commencent à s'y sentir enfin à l'aise, notamment grâce à l'apport d'un Olivier Dollfus analysant le système-monde (Dollfus, 1990, 1995, 2001), ou d'un Levy se préoccupant de la dimension épistémologique de la mondialisation pour les sciences sociales (Levy, 2007).

3.2 Périphéries dans un système-monde

Dans un monde globalisé, où la transaction économique a pris le pas sur toute autre forme d'échange, l'espace est composé d'un réseau de systèmes qui se hiérarchisent en fonction de leur composition économique, stratégique et culturelle. Cette hiérarchie n'est pas nouvelle et a été analysée en termes de *polarisation/métropolisation* (Boudeville, 1972), en termes d'opposition entre les *centres* et les *périphéries* (Reynaud, 1981, 1995), en termes de *division*

internationale du travail, selon les économistes, division spatiale du travail, selon les géographes (Brunet, 2001a) associée à la théorie des *avantages comparatifs* (Ricardo, 1817), et en termes de *dépendances* et *d'interdépendances*. Ces modèles et théories ont été critiqués à cause de lacunes (non prise en compte de la [mauvaise] gouvernance locale pour les théoriciens de la dépendance ; évacuation de la dimension du pouvoir et de la domination chez les tenants du libre-échange), ou s'avèrent insuffisants à rendre compte de la complexification des systèmes spatiaux et de leurs interrelations. Ce qui change fondamentalement c'est l'importance qu'a prise la dimension réticulaire dans l'organisation de l'espace mondial. Au sein de cette dimension, la position des villes et des territoires (dans ou hors des flux, aux nœuds ou sur les arêtes) revêt une importance primordiale pour leur évolution.

Les hiérarchies spatiales du système-monde actuel se sont établies sous la justification idéologique, par les économistes néolibéraux, de la théorie des *avantages comparatifs* de David Ricardo⁸⁵ (Ricardo, 1817). En vertu des principes de cette théorie, chaque pays, quelles que soient ses performances, se voit réserver une place dans le système-monde. Cependant, des pans entiers d'espaces dépourvus d'*avantage absolu* se retrouvent comme retranchés du monde et de la nouvelle division spatiale des activités. De fait, l'avantage comparatif, qui leur donnerait une place, aussi modeste soit-elle, suppose l'immobilité d'un capital, qui en fait devient de plus en plus volatil, et une certaine viscosité du facteur travail, qui lui au contraire est plus mobile que jamais, en particulier le travail qualifié. Il y a eu certes contestation de ce paradigme économique qui fonde la domination des centres de la *triade*. États-Unis-Europe-Japon sur les périphéries sud-américaines, africaines ou asiatiques. Ainsi, dès les années 40 et 50, les théoriciens de la dépendance et de l'échange inégal (R. Prebisch, H. W. Singer, S. Amin, E. Emmanuel) ont contesté les approches orthodoxes du développement fondées sur les théories linéaires de la croissance (théorie du décollage de Rostow). Les thèses de ces auteurs –militants de la maîtrise politique des choix économiques et sociaux des pays sous-développés– ont été à l'origine de la mise en place de politiques de substitution des

⁸⁵ Cf. « Principles of political economy and taxation » ouvrage dans lequel D. Ricardo expose la théorie des avantages comparatifs.

importations en Amérique latine. Leur échec patent souligne à quel point la domination est globale, politique, socioculturelle ou idéologique, et non seulement économique. Une approche systémique permet de poser les termes de ces relations du point de vue de l'économie-monde, comme du point de vue relatif de tel ou tel espace au sein de cette économie (Durand M.-F., *et al.*, 1993).

Des inégalités spatiales se constatent à toutes les échelles, du finage villageois jusqu'au système-monde. D'ailleurs, les géographes, qui privilégiaient certaines échelles (grandes échelles ou échelles mésos), se sont dotés des instruments et des méthodes multi-échelles pour explorer ces inégalités et y confronter leurs concepts les plus spécifiques comme *lieu, milieu, champ, territoire, région*, dans une approche fondée sur l'intégration entre *structure, dynamique, modèles et systèmes* (Brunet R., 1997).

Dans ce contexte, le rapport centre – périphérie, permet encore de poser quelques problèmes fondamentaux des espaces périphériques du monde dans leurs relations internes, régionales et globales, à condition de dépasser la métaphore géométrique qui contraint toute abstraction. Si l'on revient vers la thèse du géographe Alain Reynaud, qui repose essentiellement sur la bipolarisation politique du monde de l'époque et l'analyse du capital, on s'aperçoit que les centres sont fluctuants. Ainsi, les pays du Golfe apparaissent-ils comme un centre grâce à leurs excédents en capitaux. S'il fallait actualiser ce modèle, d'autres centres, comme la Chine, rejoindraient sans conteste le centre par la concentration de l'activité industrielle de ces dernières décennies et les énormes excédents de capitaux que cela a induit.

Le traitement du rapport centre – périphérie, proposé dans l'ouvrage *Le monde. Espaces et Systèmes* (Durand M.-F., *et al.*, 1993), met l'accent sur le rapport de domination spatiale à l'échelle du globe. Selon les auteurs, il n'y a qu'un seul centre à trois localisations géographiques et cinq types de périphéries en fonction de leur relation au centre (périphéries intégrées au centre, annexées, exploitées, délaissées ou comptant sur leurs propres forces). C'est une vision hiérarchique de l'organisation spatiale du monde qui, malgré son indéniable

intérêt, n'épuise pas le discours sur l'organisation des espaces et la dynamique de leurs relations⁸⁶.

Mais le modèle centre – périphérie suscite ses détracteurs. Passons sur l'objection postmoderne qui préconise l'abandon du concept pour cause de lien idéologique avec le colonialisme (Collignon, 2007). L'objection la plus sérieuse nous vient de Pierre Veltz, pour qui le modèle centre – périphérie perd peu à peu de sa pertinence, du moins au niveau mondial, parce que 1) des espaces dominés sont découplés des espaces dominants ; 2) le monde se complexifie avec des pôles dans la périphérie et des périphéries dans les pôles (Veltz P., 1996). Les remarques de Pierre Veltz sont justes, mais juger de la pertinence ou non d'un modèle tel que le rapport centre – périphérie ne peut se départir d'une question d'échelle géographique. Ainsi, à l'échelle du globe, la carte présentée dans *Le monde. Espaces et Systèmes* donne une vision schématique pertinente pour cette échelle, à condition de distinguer déjà les différences dans les périphéries. Pierre Veltz signale des différenciations à l'échelle régionale où des centres vont apparaître sur un espace périphérique. Nous verrons que la Bolivie n'est pas avare de ce genre de paradoxe. La nature même de ces centres est différenciée en fonction des stratégies qu'ils vont développer (se connecter au réseau monde, polariser leur espace, diffuser leur développement, assécher leur environnement, etc.). Aller dans le sens d'une plus grande échelle d'observation désagrège souvent les cohérences observées à l'échelle supérieure.

Le maniement des échelles est sans doute la clef pour mettre en perspective ces cohérences pour ce qu'elles sont : des structures, des processus, des relations, dont l'identification est intimement liée à l'échelle d'observation.

Les positions sur la question du rapport centre – périphérie expriment plusieurs notions qu'il convient de distinguer :

⁸⁶ Il faut souligner ici le rôle paradoxal d'Internet, qui dans sa conception, réticulaire et « anhiérarchique » (pour ne pas dire anarchique), autorise des espoirs de rééquilibrage entre les centres et les périphéries. Mais la réalité des réseaux physiques et des flux réels introduit une fracture numérique qui se superpose aux autres fractures au détriment des périphéries (fractures économiques, sociales, éducatives, culturelles). Manuel Castells évoque ces questions dans son ouvrage *Galaxie Internet* (Castells, 2001).

- les notions de pôle et de polarisation : la théorie s'est d'abord focalisée sur la polarisation de l'espace où la distance joue un rôle central ; puis elle s'est intéressée aux réseaux de pôles et à la métropolisation où la distance devient secondaire,
- les notions de domination et de dépendance à l'origine d'une hypothèse forte de la structuration de l'espace.

Dans ce contexte, les *périphéries exploitées ou délaissées* que conforment les pays des Andes centrales dont la Bolivie (selon Durand et al., 1993), développent comme modes de fonctionnement les mutations territoriales à répétition et la mobilité perpétuelle de leurs populations. L'économie est *duale*, selon l'expression de l'économiste Arthur Lewis (Lewis, 1954), entre un secteur capitaliste qui exploite des ressources non renouvelables (mines, hydrocarbures), ainsi que des ressources renouvelables mais épuisables (agroforesterie) et un secteur traditionnel voué à la subsistance, peu ou pas connecté aux réseaux du système-monde. Mais l'existence de réserves foncières et minérales non encore exploitées, couplées avec des réformes institutionnelles (réformes agraires), a suscité un véritable mouvement d'exode qui touche une grande partie des populations des villes comme des campagnes qui migrent au gré des opportunités. L'instauration d'une économie d'aubaine a commencé dès l'époque coloniale. Mais les pays andins, qui l'ont subie, ne semblent pas pouvoir la surmonter et les cycles économiques se suivent et se ressemblent. Ainsi, depuis le XVII^e siècle, la Bolivie a subi les cycles de l'argent, du quinquina, du caoutchouc, de l'étain et du pétrole (Deler, 1989, 1991), sans jamais réussir à diversifier son économie. Et les immenses réserves de gaz naturel découvertes récemment dans le département de Tarija pourraient ne déboucher que sur un cycle de plus, si le pays ne cherchait, à travers de nouvelles réformes institutionnelles couplant aménagement du territoire et décentralisation, à tenter d'optimiser les ressources et les énergies, à maîtriser et à assurer son développement. Toutefois, l'élection d'Evo Morales, chef de file du MAS⁸⁷ à la Présidence de la République, le 17 décembre 2005, rebattait de nouveau les cartes des réformes institutionnelles avec l'irruption des masses paysannes amérindiennes au centre du jeu politique. Ce bouleversement politique, véritable

⁸⁷ Movimiento Al Socialismo

révolution par les urnes, aura-t-il une répercussion sur le changement de paradigme de la gestion des territoires de la planification vers la décentralisation ? Ce changement politique arrive à point, en tout cas, pour tester une des hypothèses fortes de cette thèse qui est l'inéluctabilité de la décentralisation et de la gouvernance locale.

Pour comprendre les dynamiques et les enjeux spatiaux dans l'espace andin, éventuellement se mettre en condition de faire de la prospective, il est nécessaire d'identifier :

- les processus : les mutations territoriales et la mobilité des populations ;
- les mécanismes : les relations entre les différents niveaux d'acteurs. Les acteurs de la sphère globale jouent bien sûr un rôle important, émetteurs et récepteurs de messages, mais aussi acteurs pesant fortement sur le devenir des territoires à travers des institutions globales ou régionales et des entreprises. On focalisera sur les politiques de planification, d'aménagement du territoire et/ou la décentralisation comme réponses de l'État aux pressions venant de la sphère globale et de la sphère locale ;
- les acteurs : les institutions et les firmes globales, l'État, les territoires (y compris les villes), les groupes locaux qui coopèrent ou s'affrontent pour approprier un espace ou s'approprier le droit de créer ces territoires et disposer des ressources afférentes.

3.3 Les pays andins dans le débat sur la mondialisation, le développement et le territoire

3.3.1 Le global et le local

Dans la nouvelle dialectique entre le global et le local, les firmes globalisées essaient de tirer profit au mieux des qualités des territoires. Elles développent leurs stratégies d'exploitation des externalités offertes par les technopoles, les districts bien dotés en main-d'œuvre qualifiée mais aussi les territoires dotés en ressources naturelles et les zones à bas salaires. L'intégration régionale s'est érigée pour tenter de réguler cette relation entre les entreprises et les territoires afin de favoriser leur développement. Dans les Andes, le concept d'intégration régionale s'est traduit d'abord par la signature du Pacte Andin en 1969, qui tombe en déshérence dans les années 80. Sa réanimation dans les années 90 a abouti à l'instauration de la Communauté Andine des Nations (CAN). Son importance oblige les États à redéfinir leurs

rôles et à les recentrer sur l'appui à la recherche, la gestion de l'information scientifique et technique pour le compte des entreprises et la définition de règles pour fluidifier et atténuer les effets néfastes des marchés. En Europe, où l'intégration régionale est assez avancée, l'État, poussé par la vague néolibérale, se désengage de certains champs d'intervention et incite les territoires à se mettre en relation directement avec les niveaux supérieurs de régulation. Surtout, il cherche d'un côté à séduire les firmes et de l'autre à accroître l'attractivité des territoires. Dans la périphérie du monde, comme en Bolivie, la tentation de désengagement est grande, tant l'État subit des pressions de la part des sociétés locales. Au niveau local se développe une véritable économie d'archipel (Veltz P., 1996) : les zones métropolitaines, les districts industriels, les systèmes de production localisés, les îlots d'innovation, émergent de larges pans d'espaces délaissés et dépolarisés, voués au pire à la marginalisation et à l'abandon, au mieux, à l'économie de prédation des fronts pionniers et des activités extractives. Pour Pierre Veltz, la question n'est pas de savoir si l'État va s'effacer au profit des niveaux infranational et supranational. Il est d'analyser comment va s'effectuer l'articulation entre ces niveaux.

Nous verrons que l'élection à la tête de l'État d'Evo Morales, leader syndicaliste paysan, aura des répercussions sur le système relationnel qui unit les différents acteurs. Il ne s'agit plus d'envoyer des messages de séduction aux acteurs de la sphère globale mais des messages de pressions. Quant aux territoires, la teneur des messages change aussi radicalement, puisqu'il n'est plus question de décentralisation, ni d'articulation. L'État prétend revenir à la planification centralisée, prenant le contre-pied de toutes les tendances qui régissent les relations entre les États et les territoires depuis plusieurs décennies. En quelque sorte, profitant d'une conjoncture politique nouvelle qui a favorisé son accession au pouvoir, et profitant de tendances lourdes de l'économie (exemple : les valeurs stratégiques croissantes des matières premières), le gouvernement d'Evo Morales entend renverser les perspectives (et les pressions) dans les relations de l'État avec la sphère globale et les territoires.

3.3.2 Territoires périphériques et réseaux-monde

Avec peu de prise sur la logique des réseaux des firmes et celles des firmes globales, quelles solutions peuvent envisager les territoires périphériques ?

- Participer à ces réseaux lorsque cela est possible, à la place la plus exposée aux aléas du marché (agriculture d'exportation, industrie extractive) ;
- Avoir la tentation du repli sur soi. Le succès des mouvements indigénistes témoigne de cette tentation face à la marginalisation ;
- Attendre de l'État la mise en place de cadres institutionnels pour faciliter l'invention et l'insertion.
- Inventer de nouvelles formes d'organisation sociale et économique ; explorer des nouvelles voies relationnelles régionales et Nord/Sud (comme par exemple, le commerce équitable, la coopération décentralisée, la recherche d'une niche économique possédant un avantage absolu), instaurer des nouveaux termes d'échanges fondés sur la gestion globale des ressources collectives environnementales ; diversifier les centres avec qui commercer. Au-delà des dynamiques spatiales, allant dans le sens d'une concentration des activités, les territoires andins se présentent tous avec des capacités endogènes d'évolution.

3.3.3 L'intégration régionale, enjeux politiques et économiques

Dans les années 70, avec un regain de dynamisme dans les années 90, l'intégration régionale a constitué une tentative de réponse collective à la mondialisation de l'économie. La Communauté Andine des Nations (CAN) a cristallisé espoirs et ambitions de l'ensemble des pays de l'arc andin. Mais c'est une voie longue et parsemée d'embûches, ainsi que le montre l'histoire mouvementée du Pacte Andin devenu la CAN après l'accord de Carthagène de 1969. Et les simples accords commerciaux, au sein de la CAN n'ont pas résisté à la pression baissière du marché mondial et à l'instabilité politique chronique des États de la CAN. La Bolivie a eu à en souffrir lorsque sa filière soja, qui représente 1/3 de ses superficies cultivées, est entrée en crise à la fin des années 90. Les exemples multiples comme la crise de la canne à sucre, du coton et du café au Pérou témoignent des dysfonctionnements récurrents de la CAN. D'autre part, un pays comme la Bolivie, située géographiquement au centre du continent sud-américain, est écartelé entre deux projets d'intégration régionale que sont la CAN et le

MERCOSUR⁸⁸ auxquels il participe. Enfin, la mise en place de l'ALCA⁸⁹ (Área de Libre Comercio de las Américas) qui vise à unifier l'ensemble du continent américain au sein d'un marché commun unique, introduit de nouvelles forces centrifuges qui mettent à mal les tentatives d'intégration régionale dans la zone andine ((Dabène, 1997 et 2000).

Le quatrième sommet des Amériques qui s'est tenu les 4 et 5 novembre 2005 en présence de tous les chefs d'État concernés par l'ALCA et qui devait entériner l'ouverture du marché commun des Amériques s'est soldé par un fiasco. Cet échec cuisant pour les États-Unis se traduit aussi par un coup d'arrêt de la CAN. À défaut d'accord global, les États-Unis ont signé des accords commerciaux bilatéraux (en particulier avec la Colombie) introduisant une force centrifuge au sein de la CAN. Au milieu de la décennie 2000, la coopération et l'intégration régionale, fondées sur le « consensus de Washington » qui prône la dérèglementation en matière économique et de commerce, ne constituent plus des options de développement.

À la même époque, sous l'impulsion du Venezuela d'Hugo Chavez, quelques pays de la zone Caraïbes, de l'Amérique Centrale, ainsi que l'Équateur et la Bolivie, conforme la *Allianza de los Pueblos Bolivianos de Nuestra America (ALBA)*, sous-titrée « *Tratado de libre-Comercio de los Pueblos* ». L'alliance, qui se veut globale, se caractérise par sa dispersion géographique et la discontinuité de ses membres. Elle apparaît finalement comme un club politique qui vise à contrer avant tout à l'hégémonie des États-Unis.

3.4 Les périphéries face à l'ordre économique libéral-impérial

Au tournant du XXI^e on assiste à l'émergence de nouveaux centres économiques en quête de périphéries. Le Brésil avec la compagnie nationale d'hydrocarbure Petrobras, l'Inde avec la firme Jindal opérant sur le gisement de fer du Mutún, possèdent déjà des intérêts en Bolivie. Et le gouvernement bolivien incite fortement la Chine à venir investir. Mais la présence économique étatsunienne et européenne reste majoritaire, bien que les investissements aient

⁸⁸ Mercado del Cono Sur

⁸⁹ Les efforts en vue d'établir l'ALCA (ou la ZLEA en français : Zone de Libre Échange des Amériques ; FTAA dans son sigle anglophone : Free Trade Area of the Americas) ont commencé officiellement lors du sommet des Amériques de Miami en décembre 1994 pour 34 pays du continent.

baissé depuis l'avènement du gouvernement Morales. Les relations de la périphérie bolivienne n'ont jamais été simples avec ses centres occidentaux. L'hégémonie occidentale est souvent vécue sur le mode impérial, et donc mal acceptée. Les révoltes contre l'ordre « libéral-impérial » sont fréquentes : révoltes intellectuelles, quand les économistes théoriciens du développement inégal prônent la rupture et la mise en place d'une économie de substitution ; fréquentes révoltes populaires aussi (révolution de 1952, guerres de l'eau à Cochabamba et El Alto, guerre du gaz en 2003). En temps de soumission, les périphéries extrêmes sont celles qui profitent le moins des retombées de la prospérité des centres. Mais en temps de remise en cause de l'hégémonie, c'est au contraire dans les périphéries les plus extrêmes où l'on trouve l'inventivité et les succès dans les révoltes contre l'ordre libéral-impérial qui impose sa domination et les termes des échanges.

3.5 Conclusion du chapitre 3

Il était important de consacrer quelques pages à la notion de périphérie du monde et aux relations qu'entretient le *local* que l'on étudie, entité concrète, avec le *global* entité a-morphe (sans forme ou multiforme) et difficilement saisissable, et pourtant bien prégnant dans la vie des territoires. Il fallait d'abord expliciter de quoi l'on parle lorsqu'on énonce *périphérie du monde*. Ensuite, les réponses originales des *espaces périphériques du monde* face aux conditions existentielles de la mondialisation présentées comme un horizon indépassable (la globalisation réduite au globalisme, c'est-à-dire à la dimension du libéralisme économique), montrent qu'il existe potentiellement des alternatives et que celles-ci pourraient bien surgir des espaces périphériques. Enfin, bien définir les notions permet de mieux rendre compte de ces réponses.

Avec ce chapitre se closent les parties consacrées à l'explication académique de cette thèse, c'est-à-dire l'exposition des constituants : hypothèse, méthodologie, choix épistémologiques, définitions génériques. Ils constituent un cadre minimum pour ce genre de travail. On n'a bien sûr pas épuisé les besoins d'explicitation et de définitions concernant les notions qui apparaîtront au cours de cette thèse. Lorsqu'ils apparaîtront, ils seront explicités à même le texte. Les chapitres suivants seront consacrés à explorer les sous-systèmes du système général exposé dans le chapitre méthodologique.